

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications, le 3 février 1998, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux conditions d'installation et d'exploitation de réseaux non publics de télécommunications", a donné le 11 mars 1998 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 3 februari 1998 door de Minister van Telecommunicatie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de voorwaarden voor de aanleg en de exploitatie van niet-openbare telecommunicatienetwerken", heeft op 11 maart 1998 het volgende advies gegeven :

EXAMEN DU PROJET

Intitulé

Par souci d'harmonie avec le texte de l'article 92 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, remplacé par la loi du 19 décembre 1997, qui constitue le fondement légal à l'arrêté en projet, il est suggéré d'écrire "conditions d'établissement" au lieu de "conditions d'installation".

Préambule

Alinéa 1er

Au lieu de viser la directive modificative, il convient de viser la directive originelle (1). Il importe également de viser l'article de ce texte qui est transposé par l'arrêté en projet, ainsi que ses modifications. En conséquence, on rédigera cet alinéa comme suit :

"Vu la directive 90/388/CEE de la Commission, du 28 juin 1990, relative à la concurrence dans les marchés des services de télécommunications, notamment l'article 2, remplacé par la directive de la Commission 96/19/CE, du 13 mars 1996;"

(1) La section de législation du Conseil d'Etat a déjà eu l'occasion de rappeler cette règle de légistique à plusieurs reprises, notamment dans un avis L. 26.588/4 donné le 29 septembre 1997 sur un projet d'arrêté royal relatif aux stations terriennes de satellites et réseaux de stations terriennes de satellites.

Alinéa 2

Il convient d'écrire "notamment l'article 92, remplacé par la loi du 19 décembre 1997", au lieu de "notamment l'article 92, modifiés par la loi du 19 décembre 1997 modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques afin d'adapter le cadre réglementaire aux obligations en matière de libre concurrence et d'harmonisation sur les marchés des télécommunications découlant des décisions de l'Union européenne".

Alinéa 3

Il y a lieu d'omettre les mots "crée par l'article 71 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques".

Alinéa 5 (nouveau)

On ajoutera un considérant, rédigé comme suit :

"Considérant que la Commission européenne a été informée du projet d'arrêté;"

.../...

Dispositif

Observation préliminaire

Comme l'arrêté en projet ne comporte que 12 articles et que la matière traitée est homogène, il ne se justifie pas de procéder à des groupements d'articles en chapitres.

Articles 1er et 2

1. L'article 68, 5°bis, de la loi du 21 mars 1991, inséré par la loi du 19 décembre 1997 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, définit le réseau public de télécommunications comme suit :

"un réseau de télécommunications utilisé en tout ou en partie pour la fourniture de services de télécommunications offerts au public".

Selon l'exposé des motifs de cette disposition,

"il faut englober dans la notion de réseau offert au public ou de service offert au public, tous les réseaux ou services qui ne sont pas utilisés pour compte propre ou qui ne sont pas fournis à un groupe fermé d'utilisateurs.".

L'exposé des motifs de l'avant-projet devenu la loi 19 décembre 1997, précisait encore que la définition de "groupe fermé d'utilisateurs" figurerait dans un arrêté d'exécution.

.../...

Dans son avis L. 26.922/4 donné sur cet avant-projet, la section de législation avait observé ce qui suit :

"Dès lors que la distinction entre service offert ou non au public est utilisée par le projet de loi pour délimiter l'habilitation donnée au Roi de fixer respectivement les conditions d'exploitation de ces services, il n'appartient pas à Celui-ci de définir ce qu'il y a lieu d'entendre par service offert au public. C'est au législateur lui-même qu'il revient de le faire."

S'il n'appartient pas au Roi de donner aux concepts légaux une définition qui s'écarterait de celle donnée par la loi, il lui appartient toutefois de veiller à son exécution.

Plus précisément, en l'espèce, l'article 92 de la loi du 21 mars 1991 prévoit que le Roi fixe les conditions que doivent respecter l'établissement et l'exploitation de réseaux non publics de télécommunications. Parmi ces conditions, peuvent figurer "la fourniture d'informations nécessaires à la vérification par l'Institut du respect du présent titre et des arrêtés royaux pris en exécution".

Sur cette base, le Roi peut établir que la personne qui déclare exploiter un réseau non public de télécommunications doit fournir des informations permettant de vérifier que son réseau n'est pas public.

Plutôt que de donner dès lors à l'article 1er, des définitions de termes utilisés par la loi et qu'elle a elle-même définis, mieux vaudrait prévoir, à l'article 2, que pour démontrer que son réseau n'est pas public le déclarant

.../...

doit fournir des informations justifiant que le réseau qu'il installe est destiné exclusivement à son usage propre ou à un groupe fermé d'utilisateurs.

2. Concernant cette dernière notion, la définition qu'en donne le projet est peu claire et est sujette à interprétation. Que faut-il entendre par "liens ... qui sont plus larges que le simple besoin de communication réciproque" ? En outre, l'exigence de "liens préexistants" ajoute à la définition légale de réseau non public.

Dans un avis L. 25.039/4, donné le 10 juin 1996, sur un projet devenu l'arrêté ministériel du 25 novembre 1996 fixant les modalités de la déclaration pour l'exploitation de services non réservés de télécommunications", la section de législation faisait observer ce qui suit :

"La disposition en projet contient une définition de la notion de "groupe fermé d'utilisateurs" qui ne correspond pas entièrement à celle fournie par la Commission européenne dans son "Livre vert sur la libéralisation des infrastructures de télécommunications et des réseaux de télévision par câbles" et reproduite dans une communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil sur le rôle central et l'état actuel de la transposition de la directive 90/388/CEE précitée.

Suivant la Commission européenne, un groupe fermé d'utilisateurs se définit comme suit :

«Il s'agit d'entités qui, sans être nécessairement unies par des liens économiques, peuvent être identifiées comme faisant partie d'un groupe sur la base de la relation professionnelle durable établie entre elles, ou avec une autre entité du groupe, dont les besoins de communications internes découlent de l'intérêt commun sous-jacent à

.../...

cette relation durable. En général, le lien entre les membres du groupe provient d'une activité professionnelle commune.

Parmi les activités susceptibles de tomber dans cette catégorie, on peut notamment citer : les transferts de fonds dans le secteur bancaire, les systèmes de réservation des lignes aériennes, les transferts d'informations entre universités participant à un même projet de recherche, la réassurance pour les entreprises d'assurance, les activités entre bibliothèques, les projets de conception en commun, ainsi que les institutions services divers d'organisations intergouvernementales ou internationales».

Afin d'éviter des divergences d'interprétation, il est proposé de reproduire les termes de la première phrase de l'alinéa 1er du texte qui vient d'être cité et qui fournit, semble-t-il, la définition adéquate du groupe fermé d'utilisateurs."

La section de législation ne peut que réitérer cette observation.

3. Dans ses commentaires relatifs au projet d'arrêté royal examiné, la Commission européenne fait également observer, à propos de l'alinéa 2, de l'article examiné, qu'en tout état de cause, certaines des exigences essentielles prévues par l'article 107, § 3, de la loi du 21 mars 1991, telle celle relative à la prévention de toute interférence préjudiciable, ne sont pas applicables dans tous les cas. Selon la Commission, il conviendrait, dès lors, de préciser "les exigences essentielles ... pour autant qu'elles soient applicables".

.../...

Pour donner suite à cette observation, il serait souhaitable d'insérer le mot "pertinentes" entre les mots "essentielles" et "mentionnées" qui figure d'ailleurs dans l'article 92, § 1er, alinéa 1er, a).

4. Au sujet de l'alinéa 3 de l'article 2, la Commission européenne formule l'observation suivante :

"L'article 2, troisième alinéa, du projet semble introduire une discrimination entre réseaux de moins de 300 mètres pour usage propre, pour usage partagé ou pour groupes fermés d'utilisateurs. Cette discrimination n'est pas justifiée dans l'exposé des motifs. Il conviendrait dès lors d'amender cette disposition de la sorte : "En dérogation à l'alinéa 1er de cet article toute personne exploitant un réseau inférieur à 300 m ou ne traversant pas le domaine public, est dispensée de déclarer celui-ci".

5. Les deux articles examinés appellent, en outre, les observations d'ordre légistique suivantes :

- Au 1° de l'article 1er, il convient d'omettre les mots "modifiée par la loi du (...)". Afin d'identifier une loi dans un texte, il n'est, en effet, pas d'usage de la citer avec ses modifications.
- A l'article 2, alinéa 1er (1), il convient d'écrire "conformément aux modalités déterminées par le ministre", à l'image de la formulation utilisée à l'article 92, § 1er, alinéa 2, de la loi du 21 mars 1991 précitée, au lieu de "comme le définit le Ministre".

(1) Voir les observations finales, en ce qui concerne la manière correcte de présenter un alinéa.

Articles 4 à 7

1. Contrairement aux autres dispositions de la loi du 21 mars 1991 qui prévoient, en ce qui concerne l'exploitation de services de télécommunications ou de réseaux publics de télécommunications, des redevances "pour l'analyse des dossiers de demande" ou "de candidature" (1), ainsi que des redevances "pour la délivrance, la gestion et le contrôle de l'autorisation" (2), l'article 92 prévoit seulement le paiement du "montant des frais de dossier".

On peut dès lors douter que cette dernière disposition constitue un fondement légal suffisant pour prévoir, d'une part, une redevance unique "pour frais d'examen du dossier" et, d'autre part, une redevance annuelle "pour les frais de gestion du dossier".

2. Par ailleurs, à l'article 4, première phrase, mieux vaut écrire "d'une redevance" et "cette redevance" au lieu de "d'un droit" et "ce droit".

Dans la deuxième phrase, il est inutile de préciser qu'il s'agit de francs belges. Pour la rédaction de la suite du texte, il sera tenu compte de cette observation.

(1) Articles 87, § 2, et 89, §§ 1er, 2 et 3.

(2) Article 87, § 2, alinéa 2, h), 89, §§ 1er, 2 et 3, et 92bis, § 1er, alinéa 2, h).

3. Pour l'article 6, sur le plan de la langue, il est suggéré d'harmoniser la rédaction de cet article avec celle de l'article 12, § 3, alinéas 1er et 2, du projet d'arrêté royal concernant le cahier des charges pour le service de téléphonie vocale et la procédure relative à l'attribution des licences individuelles (1).

La question se pose par ailleurs de savoir s'il ne serait pas préférable d'utiliser un indice plus récent que l'indice du mois de novembre 1995 comme indice de référence (à titre de comparaison, l'indice utilisé dans le projet d'arrêté royal concernant le cahier des charges pour le service de téléphonie vocale et la procédure relative à l'attribution des licences individuelles est celui de novembre 1997).

Article 10

A la fin du paragraphe 1er, il est proposé d'écrire "conformes à ce que prévoit celui-ci", au lieu de "comme étant conformes avec le présent arrêté".

OBSERVATIONS FINALES

1. Le texte en projet, par les dispositions qu'il comporte relatives à l'établissement des réseaux non publics de télécommunications, diffère de certaines dispositions de

(1) Qui a fait l'objet d'une demande d'avis (L. 27.309/4) reçue par le Conseil d'Etat le 12 janvier 1998.

l'arrêté royal du 28 octobre 1996 concernant les conditions auxquelles il peut être dérogé à l'article 92, § 1er, première phrase, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (voir à cet égard l'alinéa 2 du rapport au Roi). Ce dernier arrêté royal est entièrement abrogé par l'article 38 du projet d'arrêté royal relatif aux conditions d'installation et de l'exploitation de réseaux publics de télécommunications (1). Comme ce texte ne sera pas nécessairement publié au Moniteur belge le même jour que celui relatif aux réseaux non publics de télécommunications (2), il serait préférable de faire figurer dans l'arrêté en projet un article qui abroge les dispositions de l'arrêté royal du 28 octobre 1996 précité qui concernent l'infrastructure non publique de télécommunications (voir, notamment, les articles 18 à 20 de l'arrêté royal du 28 octobre 1996 précité).

2. La rédaction du texte en projet pourrait être améliorée dans un souci de correction et d'élégance de la langue, ainsi qu'en fonction des règles de légistique formelle qui ont été publiées au Moniteur belge du 2 juin 1982. L'on sera notamment attentif au respect des règles suivantes :

-
- (1) Qui a fait l'objet d'une demande d'avis L. 27.381/4 reçue par le Conseil d'Etat le 3 février 1998.
- (2) Les deux arrêtés en projet prévoient qu'ils entrent en vigueur le jour de leur publication au Moniteur belge.

.../...

- 1° il n'y a lieu de diviser un article en paragraphes que lorsqu'au moins l'un de ces derniers comporte plus d'un alinéa;
- 2° le premier paragraphe d'un article s'indique en chiffre ordinal, par "§ 1er" (1);
- 3° le début d'un alinéa est à faire apparaître par un retrait par rapport à l'alignement du texte (2);
- 4° lorsqu'un article de l'arrêté est cité dans un autre article de ce même arrêté, il convient de ne pas faire suivre son identification par les mots "du présent arrêté" (3). De même, lorsqu'une partie d'article est citée dans une autre partie ce même article, il convient de ne pas faire suivre son identification par les mots "du présent article" ou "de cet article" (4);
- 5° les nombres sont à écrire en toutes lettres.

3. Enfin, il convient de veiller à la correction orthographique de l'arrêté en projet. C'est ainsi, notamment, que dans l'article 2, alinéa 2, le mot "mentionnés" est à accorder au féminin et que dans l'article 2, alinéa 3, le mot "inférieure" est à accorder au masculin.

(1) Voir l'article 10.

(2) Voir les articles 2, 5, § 2, 6 et 9.

(3) Voir les articles 4, 9, alinéa 2, et 10, § 2.

(4) Voir l'article 2, alinéa 3.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

Opschrift

Teneinde het opschrift in overeenstemming te brengen met de tekst van artikel 92 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, vervangen bij de wet van 19 december 1997, welk artikel de rechtsgrond oplevert van het ontworpen besluit, wordt voorgesteld om in de Franse tekst "conditions d'établissement" te schrijven in plaats van "conditions d'installation".

Aanhef

Eerste lid

In plaats van te verwijzen naar de wijzigingsrichtlijn, dient te worden verwezen naar de oorspronkelijke richtlijn (1). Er dient ook te worden verwezen naar het artikel van die tekst dat door het ontworpen besluit wordt getransponeerd, alsmede naar de wijzigingen ervan. Dat lid dient bijgevolg als volgt te worden geredigeerd :

(1) De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft die regel van de wetgevingstechniek reeds meermaals in herinnering gebracht, onder meer in een advies L. 26.588/4 van 29 september 1997 over een ontwerp van koninklijk besluit betreffende de satellietgrondstations en netwerken via satellietgrondstations.

"Gelet op richtlijn 90/388/EEG van de Commissie van 28 juni 1990 betreffende de mededinging op de markten voor telecommunicatiediensten, inzonderheid op artikel 2, vervangen bij richtlijn 96/19/EG van de Commissie van 13 maart 1996;".

Tweede lid

Men schrijve "inzonderheid op artikel 92, vervangen bij de wet van 19 december 1997", in plaats van "inzonderheid op artikel 92, zoals gewijzigd door de wet van 19 december 1997 tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven teneinde het reglementaire kader aan te passen aan de verplichtingen die inzake vrije mededinging en harmonisatie op de telecommarkt, voortvloeien uit de van kracht zijnde beslissingen van de Europese Unie".

Derde lid

De woorden "opgericht bij artikel 71 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven" dienen te vervallen.

Vijfde lid (nieuw)

Er behoort een overweging te worden toegevoegd luidende :

"Overwegende dat de Europese Commissie op de hoogte is gebracht van het ontwerpbesluit;".

.../...

Bepalend gedeelte

Voorafgaande opmerking

Aangezien het ontworpen besluit slechts 12 artikelen bevat en de behandelde materie homogeen is, is er geen reden om de artikelen te verdelen over hoofdstukken.

Artikelen 1 en 2

1. Artikel 68, 5°bis, van de wet van 21 maart 1991, betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, ingevoegd bij de wet van 19 december 1997, omschrijft het "openbaar telecommunicatienet" als volgt :

"een telecommunicatienet dat geheel of gedeeltelijk voor het verlenen van voor het publiek toegankelijke telecommunicatiediensten wordt gebruikt".

Luidens de memorie van toelichting bij die bepaling

"moeten in het begrip «voor het publiek bestemd net» of «voor het publiek bestemde dienst» alle netten of diensten worden vervat die niet worden gebruikt voor eigen rekening of die niet aan een gesloten gebruikersgroep worden verstrekt.".

De memorie van toelichting bij het voorontwerp dat de wet van 19 december 1997 is geworden, wees er voorts op dat de definitie van het begrip "gesloten gebruikersgroep" zou worden opgenomen in een uitvoeringsbesluit.

.../...

De afdeling wetgeving heeft in haar advies L. 26.922/4 over dat voorontwerp op het volgende gewezen :

"Aangezien het onderscheid tussen een dienst die wél en een dienst die niet voor het publiek bestemd is in het wetsontwerp wordt gebruikt om de aan de Koning opgedragen bevoegdheid tot vaststelling van de respectieve exploitatievoorwaarden van die diensten af te bakenen, staat het niet aan Hem om te definiëren wat onder voor het publiek bestemde dienst moet worden verstaan. Het staat aan de wetgever zelf dat te doen."

Het komt de Koning weliswaar niet toe van de wettelijke begrippen een definitie te geven die zou afwijken van die welke de wet ervan geeft, maar toch is Hij gerechtigd toe te zien op de uitvoering ervan.

Meer bepaald in dit geval bepaalt artikel 92 van de wet 21 maart 1991 dat de Koning de voorwaarden vaststelt die moeten worden in acht genomen bij de aanleg en de exploitatie van niet-openbare telecommunicatienetwerken. Onder die voorwaarden kunnen voorkomen "de verstrekking van inlichtingen die nodig zijn voor de verificatie door het Instituut van de naleving van deze titel en van de ter uitvoering daarvan genomen koninklijke besluiten".

Op basis daarvan kan de Koning voorschrijven dat de persoon die verklaart een niet-openbaar telecommunicatienetwerk te exploiteren, inlichtingen moet verstrekken die het mogelijk maken vast te stellen dat zijn netwerk niet openbaar is.

.../...

In plaats van dus in artikel 1 definities te geven van in de wet gebruikte woorden die de wet zelf heeft gedefinieerd, zou het beter zijn in artikel 2 te bepalen dat degene die de verklaring doet, om aan te tonen dat zijn netwerk niet openbaar is, inlichtingen moet verstrekken waaruit blijkt dat het netwerk dat hij aanlegt uitsluitend bestemd is voor eigen gebruik of voor een gesloten gebruikersgroep.

2. Van het laatstgenoemde begrip geeft het ontwerp een onduidelijke definitie die aanleiding kan geven tot verschillende interpretaties. Wat dient te worden verstaan onder "banden ... die ruimer zijn dan de eenvoudige noodzaak aan onderlinge communicatie ? Bovendien geeft het vereiste van "voorafgaande banden" een ruimere strekking aan de wettelijke definitie van het niet-openbare netwerk.

De afdeling wetgeving heeft in haar advies L. 25.039/4 van 10 juni 1996 over een ontwerp dat het ministerieel besluit is geworden van 25 november 1996 tot vaststelling van de nadere regels inzake de aangifte voor het exploiteren van niet-gereserveerde telecommunicatiediensten op het volgende gewezen :

"De ontworpen bepaling bevat een definitie van het begrip "gesloten gebruikersgroep" die niet volledig overeenstemt met die welke de Europese Commissie van een "besloten gebruikersgroep" geeft in haar "Groenboek over de liberalisering van de telecommunicatie-infrastructuur en de kabeltelevisienetwerken" en die weergegeven is in een mededeling van de Commissie aan het Europees Parlement en de Raad over de stand van zaken

.../...

en de tenuitvoerlegging van de voormelde richtlijn 90/388/EEG.

Volgens de Europese Commissie geldt voor besloten gebruikersgroepen de volgende definitie :

«... groepen die betrekking hebben op entiteiten die niet noodzakelijk in een economisch verband zijn verenigd, maar die deel uitmaken van een groep op basis van een duurzame professionele relatie onderling of met een andere entiteit van de groep en waarvan de interne communicatiebehoeften voortvloeien uit het gemeenschappelijke belang dat aan deze duurzame relatie ten grondslag ligt. Over het algemeen is de band tussen de leden van de groep een gemeenschappelijke zakelijke activiteit.

Voorbeelden van activiteiten die in deze categorie kunnen vallen zijn geldovermakingen voor het bankbedrijf, reserveringssystemen voor luchtvaartmaatschappijen, gegevensoverdracht tussen universiteiten die bij een gemeenschappelijk onderzoekproject zijn betrokken, herverzekering voor het assurantiebedrijf, interbibliothecaire activiteiten, gemeenschappelijke ontwerpprojecten en verschillende instituten of diensten van intergouvernementele of internationale organisaties».

Teneinde uiteenlopende interpretaties te voorkomen, wordt voorgesteld de bewoordingen van de eerste zin van de zopas geciteerde tekst over te nemen, die blijkbaar de passende definitie aanreikt voor de "besloten gebruikersgroep".

De afdeling wetgeving kan die opmerking alleen maar herhalen.

3. De Europese Commissie heeft er in haar commentaar bij het onderzochte ontwerp van koninklijk besluit in verband met het tweede lid van het onderzochte artikel, eveneens op gewezen dat bepaalde essentiële eisen voorgeschreven in artikel 107, § 3, van de wet van 21 maart 1991, zoals die met betrekking tot het voorkomen van elke

.../...

schadelijke interferentie, hoe dan ook niet in alle gevallen toepassing kunnen vinden. Volgens de Commissie zouden "de essentiële eisen" bijgevolg dienen te worden gepreciseerd "voorzover ze toepassing kunnen vinden".

Om op die opmerking in te gaan zou het wenselijk zijn tussen de woorden "voldoet aan de" en de woorden "essentiële eisen" het woord "relevante" in te voegen, dat trouwens voorkomt in artikel 92, § 1, eerste lid, a).

4. Over het derde lid van artikel 2 maakt de Europese Commissie de volgende opmerking :

"L'article 2, troisième alinéa, du projet semble introduire une discrimination entre réseaux de moins de 300 mètres pour usage propre, pour usage partagé ou pour groupes fermés d'utilisateurs. Cette discrimination n'est pas justifiée dans l'exposé des motifs. Il conviendrait dès lors d'amender cette disposition de la sorte : "En dérogation à l'alinéa 1er de cet article toute personne exploitant un réseau inférieur à 300 m ou ne traversant pas le domaine public, est dispensée de déclarer celui-ci".".

5. Bij de twee onderzochte artikelen behoren bovendien de volgende opmerkingen van wetgevingstechnische aard te worden gemaakt :

- In onderdeel 1° van artikel 1 dienen de woorden "gewijzigd door de wet van (...)" te vervallen. Om een wet te identificeren in een tekst is het immers niet gebruikelijk ze te vermelden met de wijzigingen ervan.

- In artikel 2, eerste lid (1), dient te worden geschreven "overeenkomstig de door de minister bepaalde nadere regels", naar het voorbeeld van de formulering die wordt gebruikt in artikel 92, § 1, tweede lid, van de voormelde wet van 21 maart 1991, in plaats van "zoals bepaald door de Minister".

Artikelen 4 tot 7

1. In tegenstelling tot de andere bepalingen van de wet van 21 maart 1991 die, voor de exploitatie van telecommunicatiediensten of openbare telecommunicatienetwerken, voorzien in rechten "voor het onderzoek van de kandidatuurdossiers" (2), alsmede in rechten "voor de uitreiking, het beheer en het toezicht op de vergunning" (3), voorziet artikel 92 alleen in de betaling van "het bedrag van de dossierkosten".

Bijgevolg kan worden betwijfeld of de laatstgenoemde bepaling een rechtsgrond oplevert die toereikend is om enerzijds te voorzien in een eenmalig recht voor "de kosten voor het onderzoek van het dossier" en anderzijds in een jaarlijks recht "voor het beheer van het dossier".

2. Bovendien zou het in de Franse tekst van artikel 4, eerste zin, beter zijn te schrijven : "d'une

(1) Zie de slotopmerkingen over de juiste wijze waarop een lid wordt ingericht.

(2) Artikelen 87, § 2, en 89, §§ 1, 2 en 3.

(3) Artikelen 87, § 2, tweede lid, h), 89, §§ 1, 2 en 3, en 92bis, § 1, tweede lid, h).

redevance" en "cette redevance" in plaats van "d'un droit" en "ce droit".

In de tweede zin is het overbodig te preciseren dat het om Belgische frank gaat. Met deze opmerking dient rekening te worden gehouden voor de redactie van de verdere tekst.

3. Voor artikel 6 wordt voorgesteld de redactie van dat artikel uit taalkundig oogpunt in overeenstemming te brengen met die van artikel 12, § 3, eerste en tweede lid, van het ontwerp van koninklijk besluit betreffende het bestek van toepassing op de spraaktelefoongidsen en de procedure inzake de toekenning van individuele vergunningen (1).

De vraag rijst bovendien of het niet verkieslijk is als basisindex een recenter indexcijfer te gebruiken dan dat van de maand november 1995 (ter vergelijking, het indexcijfer dat wordt gebruikt in het ontwerp van koninklijk besluit betreffende het bestek van toepassing op de spraaktelefoondienst en de procedure inzake de toekenning van individuele vergunningen is dat van november 1997).

(1) Waaromtrent een adviesaanvraag is ingediend (L. 27.309/4) die de Raad van State op 12 januari 1998 heeft ontvangen.

Artikel 10

Voorgesteld wordt aan het slot van paragraaf 1 te schrijven "worden geacht conform het bepaalde in dit besluit te zijn" in plaats van "worden beschouwd als zijnde overeenkomstig met dit besluit".

SLOTOPMERKINGEN

1. De ontworpen tekst verschilt, door de bepalingen die erin zijn opgenomen betreffende de aanleg van niet-openbare telecommunicatienetwerken, van sommige bepalingen van het koninklijk besluit van 28 oktober 1996 betreffende de voorwaarden waaronder kan worden afgeweken van artikel 92, § 1, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven (zie in dat opzicht de tweede alinea van het verslag aan de Koning). Het laatstgenoemde koninklijk besluit wordt volledig opgeheven bij artikel 38 van het ontwerp van koninklijk besluit betreffende de voorwaarden voor de aanleg en de exploitatie van openbare telecommunicatienetwerken (1). Aangezien die tekst niet noodzakelijkerwijs in het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt op dezelfde dag als die betreffende de niet-openbare telecommunicatienetwerken (2), zou het verkieslijk zijn in het ontworpen besluit een artikel op te nemen dat de bepalingen van het

(1) Waarmtrent een adviesaanvraag L. 27.381/4 is ingediend die de Raad van State op 3 februari 1998 heeft ontvangen.

(2) Beide ontworpen besluiten bepalen dat ze in werking treden de dag waarop ze in het Belgisch Staatsblad worden bekendgemaakt.

voormelde koninklijk besluit van 28 oktober 1996 opheft die betrekking hebben op de niet-openbare telecommunicatie-infrastructuur (zie inzonderheid de artikelen 18 tot 20 van het voormelde koninklijk besluit van 28 oktober 1996).

2. De redactie van de ontworpen tekst zou kunnen worden verbeterd uit een oogpunt van correct taalgebruik en met het oog op een vlotte stijl, alsmede om de wetgevings-technische regels in acht te nemen die zijn bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 2 juni 1982. Er behoort inzonderheid op te worden toegezien dat de volgende regels in acht worden genomen :

- 1° een artikel mag alleen in paragrafen worden ingedeeld wanneer tenminste één van die paragrafen meer dan één lid bevat;
- 2° in de Franse tekst wordt de eerste paragraaf van een artikel aangeduid met een rangtelwoord, en wel als volgt : "§ 1er" (1);
- 3° het begin van een lid wordt aangegeven door het inspringen van de eerste regel (2);
- 4° wanneer naar een artikel van het besluit wordt verwezen in een ander artikel van datzelfde besluit, mag de vermelding ervan niet worden gevolgd door de woorden

(1) Zie artikel 10.

(2) Zie artikelen 2, 5, § 2, 6 en 9.

"van dit besluit" (1). Evenzo mag wanneer naar een gedeelte van een artikel wordt verwezen in een ander gedeelte van datzelfde artikel, de vermelding ervan niet worden gevolgd door de woorden "van dit artikel" (2);

5° getallen moeten voluit in letters worden geschreven.

3. Ten slotte dient erop te worden toegezien dat in het ontworpen besluit de spelling correct wordt toegepast. Zo dient men in de Franse tekst het woord "mentionnés" te doen overeenstemmen met het vrouwelijke "exigences" en in artikel 2, derde lid, het woord "inférieure" met het mannelijke "réseau".

(1) Zie artikelen 4, 9, tweede lid, en 10, § 2.

(2) Zie artikel 2, derde lid.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs R. ANDERSEN,
de Heren

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,
J.-M. FAVRESSE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame M. PROOST,
Mevrouw

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur adjoint. La
note du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
M. C. AMELYNCK, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, adjunct-
auditeur. De nota van het Coör-
dinatiebureau werd opgesteld en
toegelicht door de
H. C. AMELYNCK, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN